



UNIR M. N.
UNION POUR LA REPUBLIQUE MOUVEMENT NATIONAL

GROS PLAN SUR L'UNIR MN **UNION POUR LA REPUBLIQUE Mouvement National**

ENTRETIEN AVEC SON PRESIDENT **FREDERIC BOYENGA BOFALA**

Compte rendu de l'interview réalisée à Brazzaville le 25 juillet 2005 et diffusée à Kinshasa sur TROPICANA TV dans l'émission « PROFONDEURS ».

K.S. : Monsieur Kibambi Shintwa

B.F. : Monsieur Boyenga Bofala Frédéric

K.S. : Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs, Bonsoir. « Profondeurs » aujourd'hui avec un homme politique qui est en face de moi. Je vais lui demander de se présenter. Monsieur, bonsoir.

B.F. : Bonsoir Monsieur Shintwa.

K.S. : Nom ?

B.F. : BOYENGA BOFALA Frédéric.

K.S. : Profession ?

B.F. : Président de l'UNIR, l'Union pour la République Mouvement National.

K.S. : Pas à Kinshasa mais à Brazzaville. Pourquoi à Brazzaville ? Parce qu'il vous était impossible de traverser le fleuve ?

B.F. : Non, parce que je suis en vacances à Brazzaville. Je suis venu voir des amis.

K.S. : Il n'est pas question pour vous de traverser le fleuve pour aller voir vos parents qui sont restés à Kinshasa ?

B.F. : Je ne suis pas interdit d'aller à Kinshasa mais cela s'organise, c'est un programme.

K.S. : Vous êtes un réfugié politique ?

B.F. : Pas du tout. Je suis congolais-zairois.

K.S. : Et où habitez-vous ?

B.F. : A Amiens.

K.S. : En France !

B.F. : Oui, en France.

K.S. : Ce que nous savons, c'est que vous êtes effectivement Président de l'UNIR, un parti reconnu il n'y a pas longtemps. Quels sont les objectifs de l'UNIR s'il vous était demandé de présenter un peu l'UNIR ?

B.F. : En 2001, l'UNIR MN a publié son projet de société. Le point saillant de ce projet était d'abord la question de la stabilité de notre pays. Et cette question a beaucoup d'éléments connexes. Dans la stabilité, il y a la question de la résolution de la crise qui déchire notre pays après l'agression de 1996. Il s'ensuit le problème de la légitimité de l'exercice du pouvoir. Notre projet consistait à répondre à toutes ces questions. L'état social de la République nous a aussi poussé à présenter des pistes pour essayer de remettre le pays en marche.

K.S. : Donc vous faites de la politique une profession ? Vous faites de la politique un gagne-pain parce que chômeur n'ayant pas de débouchés ailleurs ?

B.F. : Monsieur Shintwa, si vous me posez la question de savoir ce que je fais, à Kinshasa l'on sait ce que je fais, mais ce n'est pas important de dire ce que l'on est. Effectivement, je suis Docteur en Droit international public ; je suis enseignant-chercheur. Si je fais la politique, c'est pour moi un appel. Lorsque l'on voit son pays aller dans cette déconfiture, rester silencieux, ne pas agir, c'est une complicité terrible. Et lorsque j'ai agi avec les membres de l'UNIR, c'était dans le sens de proposer des solutions pour sortir le pays de cet abîme. Si il était question de faire de la politique en tant que mangeoire, je serais déjà au pays depuis mais telle n'est pas mon ambition.

K.S. : Vous disiez tout à l'heure que vous avez l'ambition de faire la politique autrement. Cela veut dire quoi ?

B.F. : Vous remarquerez que depuis que la République est souveraine, aucun parti politique jusque là n'avait soumis à la population un projet de société publié, c'est à dire référencé. Je ne dis pas que d'autres partis n'ont pas un projet, mais lorsque l'on fait de la politique, lorsque l'on a un projet : on ne le cache pas. Le projet doit être public, publié. L'UNIR l'a fait tout juste après ce que l'on a appelé à l'époque le « Manifeste de LaNSele » : un projet de société, bien sûr, mais depuis nous n'avons pas rencontré sur le terrain un projet politique dans lequel un parti défini ses orientations. Or l'on ne peut pas chercher à gagner le suffrage tant que l'on ne connaît pas votre démarche, ce que vous voulez faire. Nous n'avons pas voulu continuer à faire ce qui se faisait depuis des années et des années. L'UNIR aujourd'hui est la parti qui a publié son projet. Vous l'avez devant vous [ouvrage *CONGO-ZAIRE – Refaire la République*]. C'est déjà un élément qui nous permet de nous différencier par rapport aux autres.

K.S. : Vous parlez d'élections et justement vous n'êtes pas loin de Kinshasa, est-ce que vous avez pensé à vous faire enrôler ?

B.F. : Monsieur Shintwa, vous le savez, je suis fidèle à mes principes et à la démarche qui est la mienne. Pour rien au monde je n'appliquerai la démagogie. J'ai dit, dans une émission que j'ai fait sur votre antenne, ma vision sur le processus d'émancipation démocratique au Congo et je n'entends pas changer même si cela peut coûter à l'UNIR quelques petits points. Je m'explique : lorsque vous êtes sortis d'un conflit tel que le pays a connu et dans lequel on est encore d'une manière ou d'une autre 7 ans, 5 ans après, je pense que le projet sur les élections aujourd'hui a été fait de manière un peu hasardeuse. Il y a des éléments mais dans l'ensemble, cela a été fait de manière un peu hasardeuse. L'enrôlement : j'estime d'après ma conviction personnelle que c'est vrai, le Congo-Zaïre n'échapperait pas à l'émancipation démocratique. Mais pour moi, il fallait aller pas à pas, préparer les choses comme il faut. Dans un pays qui sort d'une guerre aussi douloureuse, la première des choses consistait d'abord à recenser toute la population de la République. Il y a eu des populations déplacées, surtout à l'Est de la République et en-dehors de cet élément là, politique, le recensement permet le découpage électoral parce que l'identification, un mot que l'on trouve au Congo, et l'enrôlement ne sont qu'une phase séquentielle du recensement qui permet de dénombrer la population et après de voir comment l'on va découper. Parce que aujourd'hui, je me pose la question : si on procédait au proportionnel (mode de comptage et de répartition des sièges), le découpage électoral se fera comment ? Au lieu d'aller vite en besogne, parce que je sais qu'il y a des pressions extérieures, j'aurai préféré prendre le temps nécessaire et expliquer le pourquoi d'une élection et pourquoi l'on peut différer une élection.

K.S. : Alors, pour vous, combien de temps faudrait-il...

B.F. : Je l'ai dit avant la mise en œuvre, la mise en place des Institutions de la Transition. J'ai trouvé irresponsable pour un pays déchiré comme cela de décider une transition biennale. Je persiste : le temps minimum, c'est un quinquennat pour essayer de penser les blessures de la guerre et commencer à mettre le pays sur les rails. Nous avons un problème avec l'état civil à l'Est qui est criant. Et ce ne sont pas des choses que l'on doit

négliger. Parce que même si l'on fait les élections aujourd'hui, on ne connaît pas la suite. Je m'explique : le recensement était capital : recenser la population d'abord à l'intérieur du pays et pourquoi pas recenser ceux qui sont à l'extérieur. Pourquoi ? Monsieur Shintwa, selon moi, le recensement n'a pas que pour objectif aujourd'hui au Congo la légitimation d'un pouvoir ou donner une légitimité à un pouvoir ou élire des autorités légitimes. C'était aussi un moment civique pour la réconciliation entre le peuple et le politique. Vous savez, lorsque l'on vous a recensés, vous avez été après enrôlés, aller mettre le bulletin dans l'urne était quelque chose d'intéressant. Et je l'ai dit aussi, pour des questions techniques, il aurait fallu d'abord recenser et à l'issue du recensement délivrer aux congolais de véritables cartes d'identité sécurisées et délivrer aux congolais de l'extérieur, comme on le faisait à l'époque, une carte consulaire. Mais nous ne l'avons pas fait. C'est vrai, la communauté internationale pousse, mais nous mêmes nous devons être responsables. Le CIAT, qui est un organe reconnu par l'Accord Global n'a pour mission que l'accompagnement et ne devrait pas intervenir. Si aujourd'hui, l'impulsion de la politique de la République, sur ces questions là, électorales et autres, vient du CIAT, c'est parce qu'il y a absence d'impulsion.

K.S. : Oui mais les congolais se sont quand même retrouvés en commençant par Adis Abeba jusqu'en Afrique du Sud. C'est eux, tout au moins, qui ont balisé ce chemin là... Même si on n'est pas très naïf !

B.F. : Aaah, vous l'avez dit. Participer dans un forum ne veut pas dire être vraiment acteur ou décideur. On peut vous amener dans un forum pour subir quelques décisions. Là n'est pas la question. Si réellement nos compatriotes qui se sont déplacés pour trouver des solutions à la crise qui déchire le pays avaient arrêtés des résolutions aussi pertinentes, je ne pense pas que l'on aurait des crises récurrentes, que ce soit au niveau politique ou au niveau social. Le 30 juin dernier, on a failli avoir une mésaventure terrible mais on l'a évitée. Tous ces déplacements là ont peut-être donné l'Accord Global mais lorsque l'on lit l'Histoire du Monde, l'Histoire des Peuples, j'ai toujours comparé l'Accord Global au Traité de Versailles pour l'Allemagne de l'époque. Et puis je vous dis, même lorsque la Communauté Internationale insiste sur les élections, nous avons nous, fils de la République, des arguments à opposer contre cette précipitation. Vous savez, Monsieur Shintwa, dans le CIAT – Comité International d'Accompagnement de la Transition – il y a quand même un nombre de pays qui soit font partie du Conseil de Sécurité International aux Nations Unies, soit sont des Etats Membres de l'Union Européenne. Il faut poser la question : qu'est ce qui a fait que l'on est arrivé à d'abord créer la Communauté Européenne et après l'Union Européenne ? La deuxième guerre mondiale qui est partie de l'Allemagne ! Mais savez-vous que celui qui a déclenché, celui qui était à la base de la seconde guerre mondiale était élu démocratiquement ? Lorsque l'on fait des élections dans un pays qui a perdu son âme, qui n'a plus ses repères : tout peu arrivé. Vous voyez, les dirigeants allemands nazis n'ont pas pris le pouvoir par un coup d'Etat mais par les élections. Nous sommes aujourd'hui contemporains de ce qui se passe par exemple en Irak. Et je l'ai dit dans votre chaîne. J'ai suivi le Secrétaire américain à la Défense qui a déclaré que « nous pensions que les élections en Irak pouvaient résoudre la crise » mais

aujourd'hui l'on se rend compte que cela ne peut pas et les Etats-Unis n'ont plus une stratégie de sortie de crise.

K.S. : De toute façon, nous ne pouvons plus faire marche arrière, c'est trop tard. Vous allez prêcher dans le désert, la mécanique est enclenchée.

B.F. : Je ne prêche rien parce que je ne vous ai pas encore dit quelle est mon opinion. Vous m'avez posé la question sur le recensement.

K.S. : Votre réponse est sous-jacente.

B.F. : Aah, si vous arrivez à lire dans mes pensées, c'est une bonne chose mais vous m'avez posé la question sur le recensement et je vous ai expliqué pourquoi j'étais réticent à cette précipitation qui d'ailleurs souffre déjà de quelques contestations, comme vous l'avez entendu. Si l'on prend le temps, je crois que l'on peut faire mieux. Je ne dis pas qu'il faille reculer. Je dis que le processus est irréversible mais on peut le faire autrement.

K.S. : C'est à dire ?

B.F. : J'ai toujours eu un peu d'amertume en raison des effets d'annonces. J'ai dit dans votre chaîne pourquoi il n'y aurait pas d'élection. Souvenez-vous. J'ai pris en défaut les propos du président de la transition. Lorsqu'il soutenait au mois de septembre il me semble, août – septembre, aux Nations-Unies, qu'il ferait des élections et que s'il ne le faisait pas le 30 juin qui vient de passer, il ferait démissionner tout le monde.

K.S. : Il ne l'a pas dit comme ça

B.F. : Si, si, si

K.S. : C'était dans le journal Le Soir de Belgique.

B.F. : Non. Il y a Le Soir mais Le Soir n'est que la répétition, la reprise de ce qu'il avait dit aux Nations-Unies.

K.S. : Vous, vous dites quoi ?

B.F. : Il a dit « si le 30 juin, il n'y a pas d'élections, la logique aimerait que l'on démissionne tous ». Je l'ai suivi aux Nations-Unies, à l'assemblée des Nations-Unies. Moi, ma question n'est pas de savoir si je fais démissionner tout le monde. J'ai dit ceci dans un message que j'avais adressé à la Nation dans le quotidien Le Potentiel : lorsque l'on est sérieux, lorsque l'on sait d'où nous venons, on ne peut pas tenir ce genre de propos parce qu'une étude de l'UNIR MN, une expertise de l'UNIR MN, démontrait que le 30 juin, là nous étions au mois de septembre-octobre, que les élections au 30 juin étaient infaisables. Il y a même un responsable du parti PPRD qui, en répondant à mes propos, indirectement, a parlé de « congolo-pessimisme ». A ce moment là, tout le monde

était convaincu que le 30 juin il y aurait élections. Même le président de la Commission Electorale Indépendante, qui lui savait qu'il n'y aurait pas d'élection mais n'a pas osé le dire, a emboîté quelque temps après le pas à l'UNIR, à mes propos, en expliquant qu'à cette date là on ne pouvait pas faire d'élections. Mais on ne pouvait pas le dire officiellement car il y avait un problème au niveau population : l'on craignait. Nous devons faire attention lorsque nous prenons des positions officielles. Et cela a démontré qu'il y avait une incohérence entre la tête de l'Exécutif et cet organe indépendant qui est la Commission Electorale. Si il y avait une coordination dans cette politique des élections, je ne pense pas que l'on aurait deux positions divergentes.

K.S. : Mais la commission électorale est indépendante justement. Trop de cohésion risque d'amener à la compromission..

B.F. : J'y arrive. Non, la cohésion dans ce sens là, ce n'est pas ça. La cohésion dans ce sens là, c'est quoi ? Avant que le numéro un de la transition affirme des propos, je pense qu'il a tenu compte de l'évolution des travaux, notamment de la Commission Electorale, sinon il ne pouvait pas le dire. Mais comment travaille-t-on ? L'indépendance de la commission est dans sa façon de fonctionner mais il y a quand même une communication parce que après tout, la politique de la Nation est définie par le Gouvernement et l'espace présidentiel. D'accord ? Et la politique de l'élection fait partie de cette politique nationale. Je vois mal le président de la transition dire une chose et le président de la Commission une autre. C'est cela qui a entraîné la cacophonie.

K.S. : Ce sont des idées que jaillit la lumière divine.

B.F. : Oh mais malheureusement cela a jailli de l'obscurité. Là, on est d'accord. Aujourd'hui, quelle est ma hantise ? Monsieur Shintwa dans notre pays nous ignorons beaucoup l'histoire de notre pays ou nous ne voulons pas faire référence à l'histoire de notre pays. J'entends ici ou là clamer : cela sera la première fois que nous aurons les élections libres et démocratiques... Absurde.

K.S. : Pourquoi absurde ?

B.F. : Lumumba n'est pas arrivé premier ministre par l'AFDL (Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo de Laurent-Désiré kabila) ! Lumumba, qui au passage est Président d'honneur de l'UNIR MN, a été premier ministre suite à une coalition qui a gagné les élections à la majorité. Et vous imaginez, à cette époque, Lumumba qui était l'ennemi public international numéro un, s'il avait gagné les élections, c'est qu'elles étaient vraiment transparentes. On est d'accord ? Mais qu'est ce qui s'est passé après ? Parce que l'élection a été faite dans un moment d'instabilité terrible, on dirait que cela n'avait pas été préparé, cela nous a amené au 24 novembre 1965. Pourquoi ? Parce qu'il y a eu des crises récurrentes, parce que les choses n'ont pas été bien faites. Et même dans la Constitution de l'époque, la première Constitution, vous avez vécu le conflit entre le président de la République et le Premier ministre et cela a créé une crise terrible : la sécession du Katanga et tout ce qui s'ensuit. Lorsque l'on est un bon

observateur, on constatera que l'histoire du Congo n'est qu'un éternel recommencement. Ce que nous vivons aujourd'hui, c'est un peu comme la réminiscence des choses que nous avons déjà vécues.

K.S. : Que craignez-vous ?

B.F. : Ce que je crains ? On est là sur le point des élections. J'ai toujours eu comme souci de ne pas citer de noms. Lorsque je fais référence, c'est pour illustrer une situation. Monsieur Shintwa, je crois que ce que nous n'avons pas encore bien fait aujourd'hui, la crise à l'Est le démontre, est d'avoir engagé un véritable processus de réconciliation entre toutes les populations, tribus et ethnies du Congo. Je vais dire quelque chose qui peut choquer mais il faut que nous acceptions d'écouter les vérités. Aujourd'hui, si nous ne faisons pas un effort pour mettre fin à cette suspicion légitime des congolais sur la rwandophilie des nos compatriotes dits « banyamulenge », c'est un vrai problème. Il y a une suspicion dangereuse et légitime peut-être de rwandophilie qui pèse sur nos compatriotes banyamulenge. Je crois qu'avec une action politique habile, c'est à dire qu'il y ait vraiment un processus clair, mature, de réconciliation... [coupure de la rédaction]

K.S. : Qu'est ce que vous craignez en matière électorale ?

B.F. : Il y a un élément précis que je vais donner en-dehors de la technicité des élections, des problèmes techniques, des mécanismes... je parle d'un problème social. Depuis un temps, ce n'est plus un secret pour personne, la guerre a eu lieu entre nous et le Rwanda et il y a eu une partie de la population zaïroise - congolaise, dite Banyamulenge qui est qualifiée des fois, je dis des fois pour certains, à juste titre de rwandophiles. Cette suspicion là demeure encore. Dans l'Est de la République, c'est un problème terrible. Je pense qu'au lieu d'aller vite en besogne avec les élections, une des premières actions fortes était de vraiment tout faire pour effacer de la mémoire collective ce problème qui demeure. En même temps, il fallait aussi, dans le même processus, faire en sorte que nos compatriotes dits Banyamulenge se clament tout haut fils de la République, donc appartenant à la nation congolaise. On ne peut pas le matin être Zaïrois – Congolais et Rwandais la nuit. C'est un vrai problème. Cela risque de créer un problème à quel niveau ? Un parti tel que le RCD qui a une assise...

K.S. : Nationale !

B.F. : Nationale mais plutôt un peu ethnique. Sa base, ce n'est pas un secret, il faut commencer à se dire les choses, est quand même un peu ethnique et cette base est numériquement faible.

K.S. : Pourquoi ethnique ? Parce que l'on ne trouve pas de Banyamulenges dans d'autres partis ?

B.F. : Ce n'est pas ça. Souvenez-vous toutes les tueries qui ont eu lieu à Goma où il y a eu des problèmes entre les populations Banyamulenges et les autres les accusant de faire le

jeu du Rwanda. Vous le savez. On ne joue pas là. Donc le problème existe. Je ne dis pas qu'il n'y a pas d'autres tribus dans le RCD mais la base est quand même ethnique. Monsieur Shintwa, si aujourd'hui il y a élections et si le RCD perdait les élections, qu'est-ce qui adviendra ?

K.S. : Il ferait des alliances avec d'autres partis !

B.F. : Et si ces alliances ne marchaient pas parce qu'il y a toujours ces craintes ? Parce que j'ai suivi récemment un rapporteur général du Sénat qui a soulevé ce problème en essayant de mettre un peu en exergue la difficulté qu'a le RCD par rapport à ses prises de position actuelles. C'est beau de dire qu'il peut y avoir coalition mais vous voyez que même aujourd'hui, la question de la coalition, on n'arrive pas à la cerner. Moi je crois qu'au lieu d'avoir des visions hypothétiques, il faut être proche de la réalité. Ce problème là existe à l'Est. Là, nous vivons encore des atrocités. Il faut les régler. Tant que l'on n'aura pas réglé cela...

K.S. : En un mot, vous êtes pour la prorogation mais soyons concrets.

B.F. : Je n'ai pas dit ça. Ce que je dis, si vous me posez maintenant cette question là, c'est proroger quoi et pourquoi ? J'ai toujours dit ceci : tout part du fait qu'on nous impose ou on décide comme ça d'une transition biennale. Quand on voit la tâche à accomplir, deux ans c'était peu. On en a aujourd'hui la preuve par la reconduction. Maintenant nous sommes là. Je crois que la politique, il ne faut pas la faire comme si ce n'était pas un jeu rationnel. La position que je prends aujourd'hui est par rapport aux problèmes qui sont là et qui demeurent. C'est vrai que le processus d'enrôlement est lancé et qu'il est difficile de revenir en arrière. Tout ce que moi je dis, c'est pour l'avenir. C'est pour dire : ne venez pas encore dire que vous ne saviez pas que faire les élections en 2006 au mois de juin, on pouvait le faire plus tard. Parce que dans la plupart des partis au pays, j'ai déjà entendu dans les débats « il y a l'argent, allons aux élections ». Oui, mais cela ne suffit pas, il faut voir si on a réglé tous les problèmes. Entre autre si j'évoque le problème que j'ai soulevé tout à l'heure : le problème de l'armée dans lequel je ne rentrerai pas trop en détail. Qu'on le veuille ou pas, il y a beaucoup de nos militaires qui sont à l'extérieur. Hors aujourd'hui le processus dit DDR, qui permet la réinsertion et la réintégration des armées, semble oublier une frange importante de nos militaires qui sont à l'extérieur. Je crois que c'est un problème que j'ai essayé moi à l'époque de résoudre à ma façon. Je crois que je l'ai dit dans votre chaîne. Lorsqu'un ministre du gouvernement a cherché à entrer en contact avec certains des militaires qui sont à l'extérieur, cela a posé beaucoup de problèmes. Ceux qui me connaissaient et ceux qui estiment avoir un lien avec moi, je parle des militaires, lui ont répondu que ce sont des questions que nous ne traitons pas et c'est traité par notre direction. En patriote, qu'ai je fait ? Par rapport à cette demande, j'ai vu moi-même l'ambassadeur de la République Démocratique du Congo à Paris. J'ai dit : écoutez, parce qu'il semble qu'il y ait une demande récurrente du retour des ex-FAZ, je crois que l'on peut en discuter parce qu'il y a des conditions. Il ne s'agit pas de dire « les militaires doivent rentrer, ils rentrent ». Aujourd'hui, ceux qui

appartiennent ou qui font partie de l'UNIR sont comme ceux qui sont au RCD, au MLC et autre. Lorsque ce problème se pose, on le résout aussi politiquement. On discute.

K.S. : Qu'est ce que vous proposez ? Parce que vous vous réclamez être à la tête d'un certain nombre de soldats.

B.F. : Je ne l'ai pas dit. J'ai dit que je suis dans l'UNIR, président de l'UNIR et que dans l'UNIR, nous avons plusieurs catégories de membres. Il y a ceux qui sont militaires, c'est un secret de polichinelle. La déclaration des ... [voir « [Engagement solennel des ex-Forces Armées Zaïroises au sein de l'Union pour la République Mouvement National, en sigle UNIR MN](#) », daté du 28 octobre 2004]

K.S. : Ils sont combien ?

B.F. : Ce ne sont pas des questions qui se disent ici. Je pense que vous ne savez pas me dire le nombre de militaires qui font partie de l'armée nationale en construction. Cela ne se dit pas. Tout ce que je peux vous dire, c'est que depuis le mois de décembre 2004 jusqu'à aujourd'hui, je n'ai pas eu de suite. Et j'ai compris. Récemment, j'ai discuté aussi avec nos partenaires extérieurs qui nous aident dans la quête de solutions pour résoudre la crise de notre pays. J'ai soulevé ce problème à l'Union Européenne. Mais lorsque l'on vous dit que c'est un problème qui doit être réglé au pays : « nous, nous donnons les moyens ». Vous comprendrez ma réserve mais sommairement : « c'est un problème qui doit se régler au pays, essayez de trouver des solutions entre vous » alors que j'avais déjà répondu à l'ambassadeur du Congo, que je suis allé voir et que jusqu'à aujourd'hui, il n'y a aucune suite... Monsieur Shintwa, quelle est l'arrière pensée de ceux qui nous gouvernent aujourd'hui quant à l'issue même de ces militaires qui sont à l'étranger ? L'exil n'est pas une bonne chose. L'exil est temporaire. Les gens cherchent toujours un jour à rentrer chez eux. Mais si vous ne leur donnez pas la possibilité de rentrer ? Si vous ne définissez pas les vraies conditions ? Donc les conditions ne sont pas claires !

K.S. : Moi je peux vous dire qu'il y a un certain nombre d'officiers qui sont à Kinshasa. Je peux citer des noms mais ce n'est pas le moment. Donc demander aux militaires de revenir chez eux n'est pas une mauvaise chose. Pourquoi voulez-vous vous opposer aux gens qui veulent rentrer volontairement chez eux ?

B.F. : Monsieur Shintwa, je ne me suis jamais opposé aux militaires qui ont demandé de rentrer chez eux. Vous avez vécu l'exemple de ceux qui sont partis de Bruxelles et qui sont arrivés à Kinshasa. Vous avez vu l'accueil. Certains ont cherché à rebrousser chemin. Il y en a d'autres qui sont à Kin, à faire ce qu'ils font. Mais là question est : pourquoi reconnaissez-vous avoir accepté le retour massif, de manière organisée, des militaires qui sont au RCD ou au MLC au pays ensemble, avec leur mouvement, dans des négociations alors que lorsqu'il s'agit de ceux qui n'ont pas fait partie de ces mouvements, cela pose un problème ? Que cache-t-on ? On veut une armée nationale ou pas ? Qu'attendons nous ? Ces militaires là doivent-ils rester 15, 20 ans dehors ? Il faut qu'ils rentrent un jour. Comment rentreront-ils ? Cela, vous, journalistes, c'est aussi votre rôle

à interpellier les gens sur de véritables questions, à interpellier ceux qui ont la gestion des affaires de l'Etat entre les mains. Parce qu'il y a là un problème.

K.S. : Alors, il y a d'autres sujets. Par exemple on est en train de parler de ce découpage territorial. Si vous vouliez en dire un petit mot, une petite réflexion.

B.F. : C'est revenir à la Constitution, vous voulez dire.

K.S. : C'est votre domaine de prédilection ?

B.F. : On peut le dire ! La Constitution, je l'ai lue. A l'UNIR, comme nous l'avons fait avec l'Accord Global, le travail d'analyse est sorti après la lecture. Nous le faisons aujourd'hui avec la Constitution. Cette Constitution qui a mis du temps pour être arrêtée, nous l'avons lue et dans l'ensemble, il y a des avancées. Il ne faut pas tout critiquer même si ce sont des intentions. Il faut attendre l'application mais il y a des avancées considérables. Deux points essentiels ont retenu notre attention : la question du découpage territorial et la question du fonctionnement régulier des institutions, notamment le couple gouvernement-président, et je dirai même le triptyque avec l'Assemblée. Je reviendrai sur chaque point. Je commence par le découpage territorial. Je suis d'abord ravi de voir que ce que l'UNIR a dit depuis 2001, le souhait d'avoir un état unitaire décentralisé, ce vœux là est exaucé. C'est ce qui a été retenu dans la Constitution.

K.S. : Vous n'étiez pas le seul à le dire à l'UNIR.

B.F. : Monsieur, je vous l'ai toujours dit, l'UNIR n'a pas comme tradition l'oralité. L'UNIR, c'est l'expertise, c'est l'écrit, ce sont des choses concrètes, référencées. Vous dites : vous n'étiez pas le seul à le dire. Je ne l'ai pas dit, je l'ai écrit. On peut trouver trace qui est devant vous. La trace est là.

K.S. : Ok, on vous a copié. C'est ce que vous voulez dire.

B.F. : Non. Je dis que nous l'avons dit avant. Pas copié. On l'a dit, on l'a écrit. Que les autres emboîtent le pas, ce n'est qu'une bonne chose. Parce qu'il ne faut pas oublier, à l'époque, la tendance était plutôt au fédéralisme.

K.S. : C'était la tendance de la C.N.S. [Conférence Nationale Souveraine]

B.F. : Oui mais une avons expliqué pourquoi nous refusions la démarche du fédéralisme. Aujourd'hui, on a retenu l'Etat unitaire décentralisé. Là n'est pas la question. La question est maintenant le découpage territorial. On confond beaucoup au Congo. La décentralisation équivaut au transfert des compétences. Donc quitter un centre pour exercer le pouvoir au plus proche des populations. C'est cela la décentralisation. C'est une forme de transfert, de délégation pour que le pouvoir soit plus proche des populations. Mais avec le découpage, c'est autre chose. Le découpage peut aussi faire

partie de la décentralisation mais ce n'est pas l'essentiel. Nous avons accepté la décentralisation...

K.S. : Mais que reprochez-vous au découpage ?

B.F. : J'y arrive. Lorsque j'ai lu le point sur le découpage territorial, inconsciemment comme ça, cela m'a un peu rappelé le fédéralisme belge. C'est un fédéralisme, entre guillemets, un peu ethnique. Vous savez aussi bien que moi que le découpage est tel que les néerlandophones sont dans leur coin, les francophones dans leur coin. Et aujourd'hui, dans le découpage actuel, nous avons repris ce qui a mis notre pays dans la crise depuis 1960. Je prends un exemple : la province de l'Equateur...

K.S. : Que vous connaissez le mieux.

B.F. : Non, je connais mieux Kinshasa.

K.S. : Allons-y.

B.F. : La région de l'Equateur est divisée en quatre. Il y a le Nord Oubangi, le Sud Oubangi, le Mongala et le Tshuapa. Je peux en dire autant avec le Katanga et le Bandundu. Qu'en a-t-on fait à l'intérieur ? Vous le savez bien. Le Nord Oubangi aux Ngwakas, le Sud Oubangi ce sont les Ngwandis, le Mongala ce sont les Buza Ngombes qui ont comme assise linguistique le Lingala et le Tshuapa, ce sont les Mongos. Mais pendant 32 ans on a mélangé les gens. La deuxième République a ses tares. La gestion est calamiteuse. Tout ce que vous voulez, bien. Mais si, depuis 1996-1998 avec toutes ces guerres, le pays n'a pas été morcelé, c'est parce qu'en nous il y a un point sur lequel on ne reviendra plus : c'est l'unicité de notre pays. La deuxième République a mélangé tout le monde. Quand vous morcelez le pays comme cela ; les ngwandis chez eux... A quoi vous attendez-vous ? A quoi ? Et quant on connaît la mentalité ambiante de chez nous, n'oubliez pas qu'en 1960 Bomboko représentait bien les Mongos, au Katanga il y avait les Munungo et consort. Il y a même eu une querelle entre les Balubakats et les non-Balubakats, les Jason Sendwe et autres. Mais pourquoi va-t-on revenir en arrière ? C'est comme si c'est une forme de réminiscence négative. Je crois que l'on a déjà avancé sur ce point là. Au passage, je vais vous dire, même dans les démocraties expérimentées, la tendance est au grand rassemblement. Vous verrez en Europe où l'on a décentralisé, je prends un pays comme la France, aujourd'hui les communes, les provinces s'associent. C'est ce que l'on appelle l'intercommunalité. C'est à dire que toutes ces petites provinces, communes s'organisent ensemble. Décentraliser ne veut pas dire morceler comme on l'a fait là. Je crains la résurgence de tendances un peu ethniques quant on coupe comme cela, les Mongos chez eux... Je préfère être avant-gardiste qu'autre chose. Ce sont des questions dont nous ne devons pas avoir honte de dire. Avant la promulgation de la Constitution, c'est à dire un référendum et tout cela, pourquoi ne pas, sur ces questions là, se mettre ensemble et discuter pour éviter que ces éléments là ne plongent encore le pays dans l'abîme.

K.S. : J'ai l'impression que l'on avance et que vous êtes en train de regretter que l'on ne fasse pas les choses comme vous l'entendez.

B.F. : Non, mieux.

K.S. : Si vous êtes en-dehors du débat, si vous êtes à l'extérieur, c'est plus facile. On dit que la critique est aisée et l'art difficile. Si vous étiez au pays, vous auriez pu contribuer positivement à cette réflexion.

B.F. : Je vais vous répondre. L'UNIR ne fait pas la petite politique. J'ai contribué plusieurs fois au débat. Je crois que sur votre chaîne je l'ai dit. Contribuer au débat ne veut pas forcément dire être présent. Aujourd'hui le monde est moderne avec d'autres moyens. Je vous ai cité, dans votre chaîne, l'exemple de la Conférence des Grands lacs. J'ai contribué énormément parce que les « Grands Lacs », si vous voulez, cela sort directement de notre projet d'Agenda 2002 pour le rétablissement de la paix dans la région des Grands lacs et le rétablissement de la République au Congo-Zaïre.

K.S. : Mais la première personne à avoir parlé de cette conférence, si je ne m'abuse, est le président Chirac.

B.F. : Oui mais vous verrez, avec tout le respect que je dois au Président Chirac, que je l'ai nommé là. Parce que le président Chirac aussi a eu toutes nos propositions, comme tous ces Etats que j'ai cités ; la Grande-Bretagne, la Belgique... Je suis allé discuter de ces propositions...

K.S. : Ok, allons à la Constitution.

B.F. : Ce qui me touche encore, c'est le problème de la cohérence fonctionnelle et de la logique institutionnelle : chaque pays met en place une Constitution en fonction des aspirations nationales, de ses aspirations propres. Les Etats-Unis ont leur Constitution en fonction d'eux, la France aussi, la Belgique et consort. Ce que je n'aime pas, ce qui me choque un peu lorsque l'on prend du temps pour faire une Constitution et puis...

K.S. : Et on la fait mal.

B.F. : Non. Il y a des éléments ! Je vous ai soutenu tout à l'heure qu'il y a des avancées. Mais dans une Constitution, ce qui peut bloquer, c'est le fonctionnement régulier des institutions. En 1960, ce qui a bloqué c'est le fonctionnement...

K.S. : En cas d'espèce aujourd'hui, qu'est-ce qui peut bloquer ?

B.F. : Le couple président – Premier ministre. Le régime actuel est un régime hybride. Ce qui est proposé dans la prochaine Constitution : c'est un régime hybride. Je veux que l'on réfléchisse de manière responsable, claire et technique. Un président de la République qui est élu au suffrage universel direct, c'est à dire sur la base de son projet,

qui nommerait un Premier ministre qui a la majorité au parlement, si il faut avec des consultations pour faire une coalition. C'est à dire que le président ne nommerait que la personne qui a la majorité au parlement. Première hypothèse d'école : si le président de la République n'a pas la même majorité qu'au parlement, que fait-on ? Car c'est ce qui risque d'arriver. Ce qui est encore plus terrifiant dans l'histoire, c'est lorsque l'on voit le pouvoir du président de la République quant à la nomination du Premier ministre. Ce que je crains, c'est que l'on a créé une forme de dyarchie au sommet de l'Etat : il y a un président, c'est vrai, qui nomme un Premier ministre et qui ne peut mettre fin aux fonctions de celui-ci que par la présentation de ce dernier de la démission du gouvernement. Mettez-vous à la place d'un Premier ministre qui aurait eu sa majorité au parlement, lui chef de la majorité au parlement, et qui ne peut être démis de ses fonctions que par sa propre démission. De qui vient l'initiative de la démission ? Et qui la décide ? On a essayé de s'inspirer de la Constitution d'un pays que je connais bien mais quel est le danger dans cette histoire, Monsieur Kibambi, c'est que...

K.S. : C'est d'arriver à la cohabitation.

B.F. : Mais vous savez, on y arriverait facilement. Et la cohabitation, c'est ce que nous avons vécu avec Lumumba et Kasavubu. N'oubliez pas, l'ABAKO [Association des Bakongo, parti dont Kasa-Vubu était le président].

K.S. : Alors que proposez vous ?

B.F. : Ce que je propose sur ces questions là, cette fonctionnalité des institutions et la question de ce découpage là : n'ayons pas honte de le dire, nous devons encore, sur ces points précis, nous asseoir et discuter parce que la Constitution porte en elle des germes d'instabilité. Evitons tout cela. C'est à dire que l'occasion historique que nous avons là doit nous permettre de mettre en place un Etat fonctionnel qui permettrait d'éviter toutes les déconfitures que nous vivons aujourd'hui. Mettons nous ensemble sur ce point. Nous avons des constitutionnalistes au pays. Mettons nous ensemble et essayons de revoir ces points là parce que cela risque d'être terrible.

K.S. : Alors, vous même dans tout ça, quelles sont vos ambitions ?

B.F. : C'est une redite. Lorsque l'on a présenté, soumis à la population un projet de société, lorsque l'on a mis en place un parti qui répond aux dispositions légales, c'est à dire un parti légalisé, l'objectif d'un parti...

K.S. : C'est de prendre le pouvoir.

B.F. : Prendre le pouvoir, exercer la finalité et mettre en place une République fonctionnelle.

K.S. : Mais aujourd'hui, vous ne pouvez pas dire à quel poste ? Ce n'est pas encore clair ? Il y aura le président...

B.F. : La question n'est pas celle du poste. Ca, c'est le débat de Kinshasa.

K.S. : Ah, il y a un débat de Kinshasa et un débat de Paris ?

B.F. : Non. Pourquoi Paris ?

K.S. : Je dis France parce que vous habitez à Amiens.

B.F. : Non, pas du tout. Moi ce que je vois à Kinshasa, c'est le débat « qui va être président » et toutes ces histoires. Pour être président ou je ne sais qui, je crois qu'il faut quand même soumettre à la population quelque chose. Nous l'avons fait. Et ça, on pourra tout dire, le projet de l'UNIR est là et tout le monde le consulte. Maintenant, c'est le mécanisme d'accession au pouvoir. Aujourd'hui, accéder au pouvoir, c'est l'électorat. Mais notre soucis à nous n'est pas d'aller vite en besogne, c'est à dire le pouvoir pour le pouvoir, nous mettons en garde. Nous disons que si nous voulons avoir une République stabilisée avec les ambitions que nous devons avoir au Congo-Zaïre : être le moteur du développement de l'Afrique centrale, nous devons mettre un Etat stable. Nous n'avons plus droit à l'instabilité. L'occasion est là mais si nous faisons les choses à la va-vite comme on l'a fait avec l'Accord Global et Inclusif : deux ans de transition, cela va nous rattraper. Prenons le temps. D'ici le mois de juin 2006, nous pouvons rassembler quelques constitutionnalistes sur ces questions là pour voir les pièges. C'est à dire avoir une Constitution fonctionnelle qui nous permettrait d'avoir un Etat fonctionnel...

K.S. : Vous êtes un vrai patriote.

B.F. : Je le suis. Mais, comme je vous l'ai dit tout à l'heure, je ne suis pas nationaliste. Je suis patriote. Parce que vous savez ce que le nationalisme entraîne.

K.S. : Il y a une idée que vous avez évoquée. Je ne sais pas si je l'ai bien comprise. On dirait que vous regrettiez que les autres troupes qui se sont fait la guerre soient rentrées en ordre de bataille alors que vous, qui prétendez, je ne sais pas si l'expression est exacte, avoir des troupes avec vous, vous n'êtes pas pris en compte. Est-ce que j'ai bien compris ?

B.F. : Non. Jamais je n'ai soutenu un tel propos. Je n'ai jamais dit que je disposais de troupes et de troupes. J'ai dit que l'UNIR a des membres qui ont des statuts différents. Il y a des civils comme il y a des militaires. Mais est-ce que cela revient à dire que l'on a des troupes ? Non, je ne l'ai pas dit. J'ai dit on a des membres. Il y en a qui sont civils et d'autres militaires. Moi mon soucis c'est...

K.S. : Quand on regarde les militaires par de vers soi, c'est dans quel intérêt ?

B.F. : Les gens se reconnaissent à travers un projet. Parce que dans le projet de l'UNIR MN, Monsieur, nous avons même mis en exergue l'armée en devenir. Quelle armée nous

voulons et dans les ex-FAZ, l'ancienne armée, en dépit de tout ce que l'on peut dire, nous avons des gens formés, peut-être comme aujourd'hui. Dans cette armée là, nous avons eu ce que l'on appelle l'élite de l'armée. Ce sont des gens qui savent ce qu'est la vie politique. Ils ont lu le projet de l'UNIR et ont estimé que ce projet là répondait aux aspirations du peuple. C'est pour cela qu'ils ont intégrés en tant que membres.

K.S. : Est-ce qu'il n'y a pas une menace comme ça sur nos têtes ?

B.F. : Qui menace qui ?

K.S. : C'est clair, non ?

B.F. : Quand vous dites menace, qui menace ? L' UNIR ?

K.S. : Une petite guerre que vous seriez en train de nous concocter ?

B.F. : Non, Monsieur Shintwa.

K.S. : Alors je dormirai sur mes deux oreilles ?

B.F. : Je voudrai vous dire une chose. Si on était partisan de la guerre, expliquez-moi cette démarche visant à légaliser un parti. Un parti qui veut faire une guerre et qui se légalise, quel est l'objectif ? Si on se légalise, c'est parce que nous voulons rentrer dans le processus d'émancipation démocratique. Mais je souligne seulement qu'à l'intérieur, nous avons des éléments militaires qui sont membres de l'UNIR et qui cherchent à intégrer leur corps d'armée, leurs fonctions. Et ça, je me battraï pour. L'autorité doit tenir compte de cela. Parce que si ils n'en tiennent pas compte, ils en porteront la responsabilité.

K.S. : Cela veut dire quoi ?

B.F. : La responsabilité, c'est que les gens sont dehors, réfugiés. Mais qu'attendez-vous ? Qu'est-ce qu'on attend ? L'exil...

K.S. : Ma question n'était pas aussi bête que cela.

B.F. : La réponse non plus. Qu'est-ce que vous attendez de gens qui restent comme cela ? L'exil est temporaire. Même les enfants d'Israël...

K.S. : Je vous ai dit qu'il y a des officiers à Kinshasa qui sont rentrés et qui sont là, qui ont été accueillis. Je ne dirai pas qu'ils vivent comme des princes mais ils sont logés...

B.F. : Monsieur Shintwa, le défaut de notre pays : c'est l'individualisme. On pense toujours à soi. On ne pense pas au destin collectif. Quant un militaire est seul, il rentre de manière isolée. A quoi vous attendez-vous ? Il réintègre parce qu'il pense à lui. Vu que l'armée au pays est politisée, ce qui s'y fait, c'est le mangeoire. Mais, comme vous

l'avez soulevé, les militaires qui sont à l'UNIR, ce n'est pas leur objectif. Ils ont été formés, Monsieur, pour répondre à l'appel de la Nation, pour défendre la Nation.

K.S. : Oui mais quand on les réunit comme cela autour de l'UNIR, on a un nom, un chef de bande, un chef de guerre.

B.F. : Ooh, pas du tout. Chefs de bandes ! Ce sont ceux qui vous ont créés des problèmes depuis des années et des années mais qui sont aujourd'hui servi sur le pyranée.

K.S. : Vous auriez peut-être un mot sur lequel on n'a pas attiré l'attention ? Vous auriez un dernier mot, peut-être ? Parce que nous allons vers la fin.

B.F. : C'est un appel que je lance à la population, à mes compatriotes. Et mes pensées vont spécialement à ceux qui sont à l'Est, parce que en dépit du fait que tout le reste de la population vit une certaine misère que je ne vais pas ici extrapoler ou remuer le couteau dans la plaie, regardons particulièrement dans quel état sont nos compatriotes. Dans un souci de la Nation, je demande à tous ceux qui sont en train de diriger le pays, ceux qui ont les leviers du pouvoir, de réfléchir un peu sur le devenir du pays. Nous devons nous rassembler au-delà de nos clivages politiques partisans, au-delà de nos identités politiciennes. Nous avons un objectif commun, nous l'avons dit à l'UNIR : « Congo-Zaïre, Notre Cause ». Nous n'avons pas d'autres cause si ce n'est ce Congo. Et ce Congo, sa cause, c'est le bien-être de sa population. Pour cela, faisons abstraction de nos égoïsmes. Écoutons un peu la voix de la raison, surtout que le pays est un pays croyant. Je trouve incompatible la croyance et l'individualisme qui règnent au pays. Je demande aux dirigeants, c'est vrai qu'il y a des difficultés, de ne pas hésiter pas à écouter les autres. Pas moi. Moi, j'ai dit ce que j'ai dit. Mais nous devons instaurer de véritables dialogues, surtout là actuellement où l'avenir est incertain. Il ne faut pas vous limiter aux engouements du style : il y a un million d'enregistrés, d'enrôlés... Ça, ce sont des engouements stériles. Vous verrez, ça risque de retomber d'ici là.

K.S. : Il faut tout faire pour que cela ne retombe pas.

B.F. : Voilà. Et pour que cela ne retombe pas, il faut aussi prendre en considération certains desiderata.

K.S. : Il faut aussi venir mettre la main à la pâte.

B.F. : Mettre la main à la pâte veut dire que l'on définit les conditions de faisabilité, de ce « comment on met la main à la pâte ». Parce qu'il ne s'agit pas d'aller comme cela, comme les militaires que vous avez soulevés tout à l'heure : l'individualisme, ce n'est pas ça. L'UNIR a démontré sa démarche. Nous n'avons pas caché nos projets, Monsieur Shintwa, nous l'avons soumis à la population. C'est notre souci de dire que c'est un problème qui nous touche tous et que l'on ne peut pas garder les solutions, les propositions pour soi. Nous l'avons fait et nous aimerions que tout le monde le fasse. Qu'on arrête les petites querelles stériles. Ce n'est pas notre objectif. Je vous ai entendu

tout à l'heure essayer un peu de me titiller sur tel ou tel point. Non, je ne rentrerai pas dans ce jeu là. Je ne rentrerai pas dans cette ratière.

K.S. : Je trouve très intéressant votre discours, surtout lorsque je constate que vous suivez tout ce qui se passe au pays, que vous l'analysez de l'extérieur. Mais moi je pense que vous avez tort d'avoir des craintes pour votre sécurité en retournant dans ce pays. Nous sommes quand même observateur de la politique de ce pays depuis une trentaine d'années et nous ne sommes pas en train de dire n'importe quoi.

B.F. : Monsieur Shintwa, je vais vous redire quelque chose qui relève vraiment de ma psychologie : je ne crains rien. Ce n'est pas parce que je ne suis pas encore au pays que je crains quelque chose. Je ne crains aucun typhon. Je ne crains rien. Simplement, je travaille avec méthode. Il y a quelques mois, j'ai mis le bureau de l'UNIR en place. D'ailleurs, ce samedi 30 juillet, l'UNIR MN organise une messe, une messe de réconciliation nationale en l'hommage de tous les morts du Congo-Zaïre. Je crois que cela risque même d'être retransmis par vos antennes, si vous nous l'accordez bien sûr. Je n'ai peur de rien. Simplement, je dis que tout se travaille avec méthode. Lorsque vous m'invitez à Kinshasa, lorsque vous prétendez que je crains, je ne sais pas ce que vous voulez dire par « vous craignez ». Je crains quoi ? Je ne crains personne, peut-être que je ne crains que moi-même.

K.S. : Dieu au moins.

B.F. : C'est un principe.

K.S. : Merci Monsieur d'avoir été avec nous pour ces trois quart d'heure d'émission et à bientôt à Kinshasa.

B.F. : Merci beaucoup.

Entretien réalisé à Brazzaville le 25 juillet 2005

Copyright TROPICANA TV

Copyright UNION POUR LA REPUBLIQUE Mouvement National

Siège national :

Immeuble Veve Center,

2 rue de Bongandanga

Commune de Kasa-Vubu

Kinshasa

RDC

Tél. : +243-0812431078

info@unir-mn.org

www.unir-mn.org

OUVRAGES ET TRAVAUX DEBATTUS :

Frédéric Boyenga Bofala, UNIR MN, *Congo-Zaïre – Refaire la République : mission sacrée d’une génération*, Publisud, Clamecy, 2001.

UNIR MN, *Agenda 2002 pour le rétablissement et le maintien de la paix et de la sécurité dans la Région des Grands-lacs, la restauration de l’intégrité territoriale et le rétablissement de la République au Congo-Zaïre*, mars 2002.

Frédéric Boyenga Bofala, UNIR MN, *Congo-Zaïre – Notre Cause : Le message et les ambitions d’une juste cause*, Publisud, Clamecy, 2003.